



INFO

Séparation de l'Etat et des Eglises

Au cours des derniers mois, le gouvernement a mené des négociations avec les représentants d'un certain nombre de communautés religieuses en vue de la conclusion de nouvelles conventions qui règlent les relations entre l'Etat et les cultes. Sous réserve de certaines conditions, l'accord qui a pu être trouvé ouvrira la voie au remplacement des anciennes conventions par un nouveau dispositif.

Le LSAP salue la conclusion de cet accord qui est en parfaite conformité tant avec le programme gouvernemental qu'avec le programme électoral du LSAP en la matière.

La nouvelle convention ne traite pas uniquement de la question du financement des communautés religieuses, seul aspect qui devait faire l'objet du référendum consultatif du 7 juin prochain, mais elle couvre également deux autres points importants du programme électoral du LSAP, en l'occurrence le remplacement des cours de religion et de morale laïque à l'école par un cours commun d'éducation aux valeurs, ainsi que le financement des fabriques des églises par les communes.

La nouvelle convention permet de résoudre de nombreuses questions d'ordre juridique et pratique d'un commun accord avec les communautés religieuses, ce qui n'aurait pas été possible dans le cas d'une résiliation unilatérale des conventions existantes par l'Etat. Cette façon de procéder – dans le consensus – permettra donc d'aboutir plus vite au résultat voulu.

- Dans le cadre de la révision constitutionnelle en cours, le principe de la séparation de l'Etat et des Eglises et l'obligation de neutralité et d'impartialité de l'Etat en matière religieuse et idéologique seront ancrés dans la nouvelle Loi fondamentale au même titre que la liberté des cultes. Une loi réglera les relations futures entre l'Etat et les communautés religieuses, relations qui pourront être précisées par le biais de conventions. A l'instar des conventions conclues avec d'autres associations et organisations issues de la société civile, les conventions avec les communautés religieuses sont rendues publiques.
- L'article 106 de la Constitution, qui oblige l'Etat à payer les traitements et pensions des ministres des cultes, sera aboli.
- La nouvelle convention prévoit que les traitements du personnel nouvellement engagé par les cultes sont à charge de ces derniers. Pendant une période transitoire, l'Etat continuera à payer les traitements du personnel engagé sous l'ancien régime. Or, la nouvelle convention oblige les ministres des cultes de partir en retraite dès qu'ils ont atteint l'âge légal de la retraite. A moyen terme, les cultes devront donc subvenir eux-mêmes à leurs frais de personnel.
- Dans le cadre de la nouvelle convention, les communautés religieuses se voient octroyer un subside forfaitaire annuel en relation avec le nombre d'adhérents. Ces dotations forfaitaires représentent à peine un tiers du montant global versé à l'heure actuelle.

- En contrepartie, les communautés religieuses conventionnées s'engagent à respecter les droits et libertés constitutionnels, l'ordre public et les valeurs démocratiques, la promotion des droits de l'homme et l'égalité de traitement ainsi que l'égalité entre hommes et femmes. Aussi, ils s'engagent à écarter de l'organisation de leur communauté tout membre qui agit ou appelle à agir en violation de ces principes.
- Pour pouvoir bénéficier d'un conventionnement, les cultes en question doivent professer une religion reconnue au niveau mondial, doivent avoir leur siège sur le territoire du Luxembourg, et doivent être appuyés par une communauté suffisamment nombreuse. A l'heure actuelle, ces conditions sont remplies par l'Eglise catholique, le Consistoire israélite, l'Eglise protestante, l'Eglise orthodoxe et l'Eglise anglicane. Au vu de l'évolution démographique dans notre pays et en vertu du principe de la non discrimination, la nouvelle convention s'étendra désormais aussi à la Shoura, organe représentatif de la communauté musulmane du Luxembourg.
- En ce qui concerne spécifiquement l'Eglise catholique, les communes ne seront désormais plus obligées de contribuer au financement des fabriques des églises (couverture du déficit), ni de mettre un logement à disposition du curé. Le patrimoine des fabriques des églises sera transféré à un nouveau Fonds de la gestion des édifices religieux qui sera géré par l'Eglise catholique. L'entretien des églises sera entièrement à charge de ce Fonds, une participation financière de la part des communes étant expressément exclue par la convention. Jusqu'au début de l'année 2017 au plus tard, les communes et les fabriques des églises devront trouver un accord sur l'affectation future des édifices religieux (reprise soit par le Fonds, soit par la commune). En cas de désaccord, le législateur tranchera. Les édifices ainsi repris par les communes seront désacralisés pour être réaffectés à des fins non religieuses par la suite. Les communes et l'Etat garderont un droit d'acquisition préférentiel au prix symbolique d'un euro si le Fonds décide de ne plus assumer, ou ne sera plus en mesure d'assumer l'entretien d'un édifice religieux.
- L'enseignement religieux et le cours de formation morale à l'école seront remplacés par un cours commun d'éducation aux valeurs, qui traitera les grandes questions de l'humanité des points de vue tant des grands courants philosophiques et éthiques que des grandes traditions religieuses et culturelles. Le cours unique sera introduit dès la rentrée scolaire 2016. Les objectifs et contenus de ce cours seront élaborés par la commission nationale des programmes. La mise en place de nouvelles procédures de consultation garantira la participation étroite de la société civile, dont le Conseil des cultes à créer fera partie. Les enseignants et les chargés de cours de religion engagés sous le régime actuel se verront garantir leur rémunération et leur carrière actuelle et se verront proposer des perspectives professionnelles dans le domaine de l'Education nationale, grâce à une offre de formation continue et à la validation des acquis de l'expérience, ceci toujours dans le respect des règles usuelles applicables dans la Fonction publique. Une partie des catéchètes sera repris par l'Eglise catholique elle-même. L'enseignement religieux offert par les communautés religieuses n'aura pas lieu dans les bâtiments de l'école publique.
- La quatrième question du référendum constitutionnel consultatif concernant le financement obligatoire des traitements et pensions des ministres des cultes par l'Etat est retirée. Au vu du large consensus parlementaire qui s'est créé, la question y afférente est devenue sans objet.